

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Collectivités Locales  
et du Cadre de Vie

Perpignan, le 4 janvier 2010

Bureau du Cadre de Vie  
Section Aménagement

Dossier suivi par :  
**Martine FLAMAND**

Tél : 04.68.51.68.62  
Fax : 04.68.35.56.84  
Mél : [martine.flamand@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr](mailto:martine.flamand@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)

Référence :

P:\Martine Flamand\UTVE  
Calce\APMED moyens contre  
l'incendie.odt

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 20100004-09**

**Mettant en demeure la société CYDEL de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation n° 690/06 du 16 février 2006 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation d'une unité de traitement avec valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés à CALCE**

**LE PREFET DES PYRENEES ORIENTALES**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000 autorisant la société CYDEL à exploiter une unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE (P.O.) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2730 du 12 juillet 2004 portant prescriptions complémentaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 690/06 du 16 février 2006 portant autorisation d'exploiter un troisième four à l'UTVE de CALCE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2603/07 du 23 juillet 2007 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté n° 690/06 du 16 février 2006 concernant le stockage de balles de déchets de la chaîne de lissage ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées concernant la réunion CYDEL/SDIS/DRIRE du 02 décembre 2009 ;

CONSIDERANT qu'au cours de l'incendie du 15 novembre 2009 il a pu être noté des dysfonctionnements dans l'organisation et des non-conformités des moyens de lutte contre un incendie avec les prescriptions de l'arrêté d'autorisation ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société CYDEL le 4 décembre 2009 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE**

La société CYDEL, dont le siège social est situé Coume dels Très Pilous 66600 CALCE, est mise en demeure :

- avant le 31 janvier 2010, de mettre en conformité les moyens de lutte contre un incendie avec les prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 690/06 du 16 février 2006 modifié ;
- avant le 30 avril 2010, de compléter et mettre à jour le plan d'intervention et d'entraîner le personnel à l'application des consignes conformément aux articles 7.6.1, 7.6.5 et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral n° 690/06 du 16 février 2006 modifié ;

### **ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITE**

La société CYDEL doit fournir, avant le 30 avril 2010, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra des différents justificatifs nécessaires.

### **ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 : CONTENTIEUX**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code l'Environnement.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte a été notifié ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

## **ARTICLE 5: INFORMATION DES TIERS**

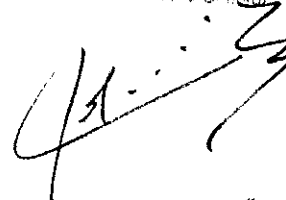
Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de CALCE ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, la Recherche et l'Environnement ;
- Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DRIRE à Perpignan .
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement et l'Agriculture ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le Préfet et par délégation,  
**Le Préfet**  
Le Secrétaire Général



Jean-Marie NICOLAS